

Urgences services publics/Industries

Grèves, manifestations et rassemblements

le jeudi 12 décembre 2024

MONTREUIL > 9 DÉCEMBRE 2024

L E 5 DÉCEMBRE, par la grève et dans les manifestations, des centaines de milliers d'agent-es public-ques ont censuré les politiques gouvernementales de liquidation des services publics et de la Fonction publique.

Par une autre appropriation des richesses produites, il est possible de doter les services publics et la Fonction publique des moyens nécessaires à l'exercice des missions, de garantir des droits et la satisfaction des besoins des citoyen·nes et des usager·es.

Il est possible :

▸ De créer des emplois partout où c'est nécessaire et de titulariser les agent-es non titulaires;

▸ D'augmenter immédiatement d'au moins 10 % la valeur du point d'indice, de l'indexer sur l'inflation, d'imposer l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes, de refondre les grilles indiciaires, de verser la GIPA;

▸ D'abroger la loi portant contre-réforme des régimes de retraite, de réduire le temps de travail tout au long de la vie [retraite à 60 ans, 32 heures], de renforcer les droits à la Sécurité et à la protection sociales sans jour de carence et sans passage à 90 % de la rémunération lors des congés de maladie ordinaire.

**Le fonctionnaire bashing,
le mépris et la brutalité contre
les agent-es public-ques, le Statut
général, les statuts particuliers,
leurs droits et garanties...**

Ça suffit !

C'est en ce sens que l'UFSE CGT appelle les agent-es publics à s'inscrire dans la semaine de mobilisation(s) appelée par la CGT, la FSU, Solidaires du lundi 9 au vendredi 13 décembre 2024.

L'UFSE CGT appelle les agent-es publics à se réunir en assemblées générales, dans l'unité la plus large, pour débattre de leurs revendications, décider de la grève, participer aux manifestations et rassemblements qui seront organisés le jeudi 12 décembre 2024.

Ce même jour, nous nous rassemblerons et nous manifesterons avec les salarié·es d'autres services publics et, plus particulièrement, les cheminot·es.

Nous serons aussi aux côtés et avec les salarié·es de l'industrie frappé·es par la casse industrielle.

Il n'y aura pas de services publics sans industries qui produisent des richesses et contribuent au financement des politiques publiques et vice versa.

- ☞ **Oui, l'État, ses services publics et sa Fonction publique doivent être des acteurs clés de l'industrie;**
- ☞ **Oui, nous pouvons et devons contrôler et conditionner l'usage des fonds publics;**
- ☞ **Oui, nous pouvons et devons agir sur les politiques patronales de l'emploi;**
- ☞ **Oui, nous sommes porteurs d'une autre fiscalité et de la création d'un pôle financier public pour une autre logique de développement articulant reconquête des activités et de l'emploi industriels, bifurcation écologique;**
- ☞ **Oui, l'industrie a besoin de salarié·es formé·es et qualifié·es au moyen de services publics de l'éducation et de l'enseignement, y compris supérieur et professionnel.**

L'UFSE-CGT a déposé un préavis de grève jusqu'à 31 décembre 2024.